

#5 Patrimoine Offshore

Données et mesure

par Carlotta Schuster
carlotta.schuster@un.org

Section Afrique/Service de la recherche et de l'analyse des politiques, Division pour l'Afrique,
des pays les moins avancés et des programmes spéciaux

Formation interrégionale pour la mesure des flux financiers illicites (FFI)
Présentation dans le cadre du projet DA-FFI 8 décembre 2021



Organisation de la présentation (suivie de Q&R)

1. Aperçu : Le patrimoine offshore dans la littérature.
2. Différentes sources de données.
3. BRI - Statistiques bancaires locales.
4. Exemples de pays : Taille de la richesse offshore à l'aide des données de la BRI.
5. Comment relier la richesse offshore aux FFI ?
6. Conclusion et recommandations politiques.



1. Aperçu : Le patrimoine offshore dans la littérature

- L'intérêt **pour le patrimoine offshore et la propriété effective des sociétés** a augmenté de manière significative au cours des dernières années, à mesure que de plus en plus de données deviennent disponibles?
- Les révélations des **Pandora papers (2021)**, Panama papers (2016), Paradise papers (2017) et Swiss leaks (2015), où des informations privées sur des avoirs offshore ont été divulguées au public, ont permis d'entrevoir l'ampleur du problème.
- Un défi majeur consiste à **identifier les véritables propriétaires des avoirs non déclarés**.
- **Les statistiques internationales** regroupent souvent les investisseurs institutionnels, les entreprises et les particuliers et ne tiennent pas compte des diverses couches de sociétés fictives et de fiducies qui contribuent à dissimuler la propriété effective.
- **La richesse privée** n'est pas seulement cachée dans de petits centres financiers offshore, mais aussi dans de grandes économies offrant certaines options de secret aux investisseurs étrangers.
- Dans les grandes économies, **les avoirs cachés provoquent beaucoup moins d'anomalies statistiques** et sont donc plus difficiles à identifier.



1. Aperçu : Le patrimoine offshore dans la littérature

- Zucman (2015) dans son livre *la richesse cachée des nations* a estimé que **8% de la richesse financière des ménages dans le monde**—l'équivalent de **10% du PIB mondial** - est détenue "offshore"

8% of the world's financial wealth is held offshore, costing at least \$200bn

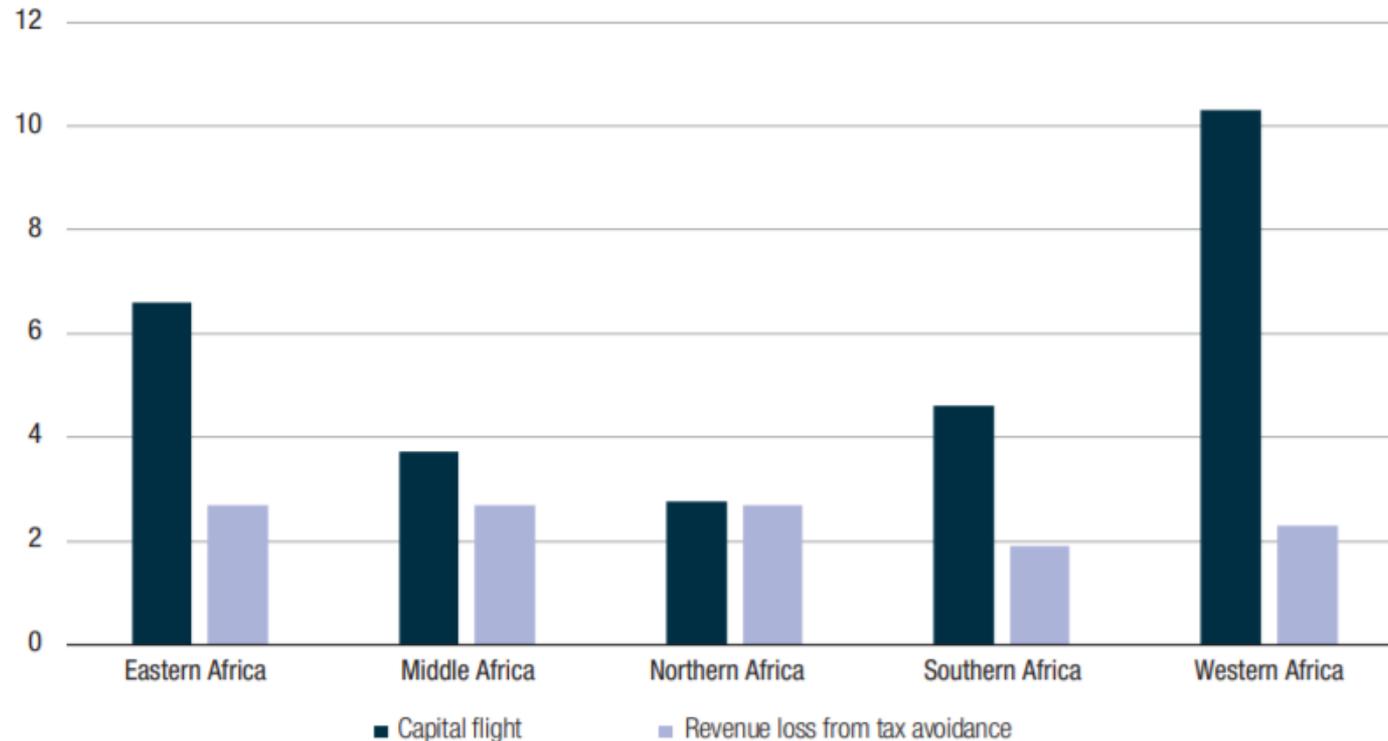
	Offshore wealth (\$ bn)	Share of financial wealth held offshore	Tax revenue loss (\$ bn)
Europe	2,600	10%	75
USA	1,200	4%	36
Asia	1,300	4%	35
Latin America	700	22%	21
Africa	500	30%	15
Canada	300	9%	6
Russia	200	50%	1
Gulf countries	800	57%	0
Total	7,600	8.0%	190



1. Aperçu : Le patrimoine offshore dans la littérature

Capital flight and revenue loss from tax avoidance, median by region, 2013–2015

(Percentage of gross domestic product)



Source: UNCTAD calculations based on Cobham and Janský (2018) and Political Economy Research Institute database.

Note: Negative values are deleted; not all countries have data on capital flight and averages are therefore biased towards countries for which there is data available and high levels of capital flight; average values of capital flight as a percentage of GDP in 2013–2015 are 3.0 (Northern Africa), 5.9 (Southern Africa), 9.2 (Eastern Africa), 12.9 (Middle Africa) and 34.9 (Western Africa).



2. Données publiques et administratives

1. Banque des règlements internationaux (BRI) - Statistiques bancaires locales
 - 43 centres financiers publient des statistiques sur le montant des dépôts détenus par des étrangers dans leurs banques.
 - Leur principale limite est qu'elles ne tiennent pas compte de la plus grande partie du patrimoine offshore, à savoir les titres (actions, obligations, etc.).
2. FMI - Position extérieure globale (IIP) et Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (CPIS)
 - Le site web du FMI donne accès aux données de l'IIP [here](#) et aux données du CPIS [here](#) .



2. Données publiques et administratives

3. Banque nationale suisse (BNS) - Statistiques bancaires
 - publie des statistiques détaillées sur les dépôts bancaires, les portefeuilles d'actions, d'obligations et de parts de fonds communs de placement gérés par les banques suisses pour le compte d'étrangers.
 - cette source de données saisit à elle seule une grande partie du patrimoine offshore total dans le monde (30 à 50 % ces dernières années).
4. Fuites de données (Pandora, Paradise, Panama papers and Swiss leaks)
5. Données administratives
 - **Données d'audit** : Les administrations nationales peuvent effectuer divers audits pour vérifier individuellement la conformité des contribuables et estimer l'ampleur des pratiques abusives.
 - **Divulgence volontaire des données** : Permet de dissuader l'évasion fiscale, de collecter des données et de mieux comprendre le mécanisme de l'impôt.



3. BRI - Statistiques bancaires locales

Que mesurent les données ?

- 43 centres financiers fournissent des informations sur les dépôts détenus par des non-résidents, révélant à la fois les pays partenaires et la taille du flux.
- Sélectionnent les dépôts non bancaires car les dépôts bancaires n'indiquent pas la richesse extraterritoriale des ménages.

Qu'est-ce qu'un paradis fiscal par rapport à un pays ne l'étant pas ?

- Suivant la classification d'Andersen et al. (2017) qui classe les paradis comme des pays qui ont généralement des caractéristiques institutionnelles qui en font des endroits attrayants pour cacher des fonds, **comme des règles de secret bancaire, une certaine confidentialité sur les dépôts bancaires.**
- Suivant leur classification, les pays déclarants tels que la Suisse, le Luxembourg et la Belgique sont des paradis dans notre échantillon.



3. BRI - Statistiques bancaires locales

Table I -1

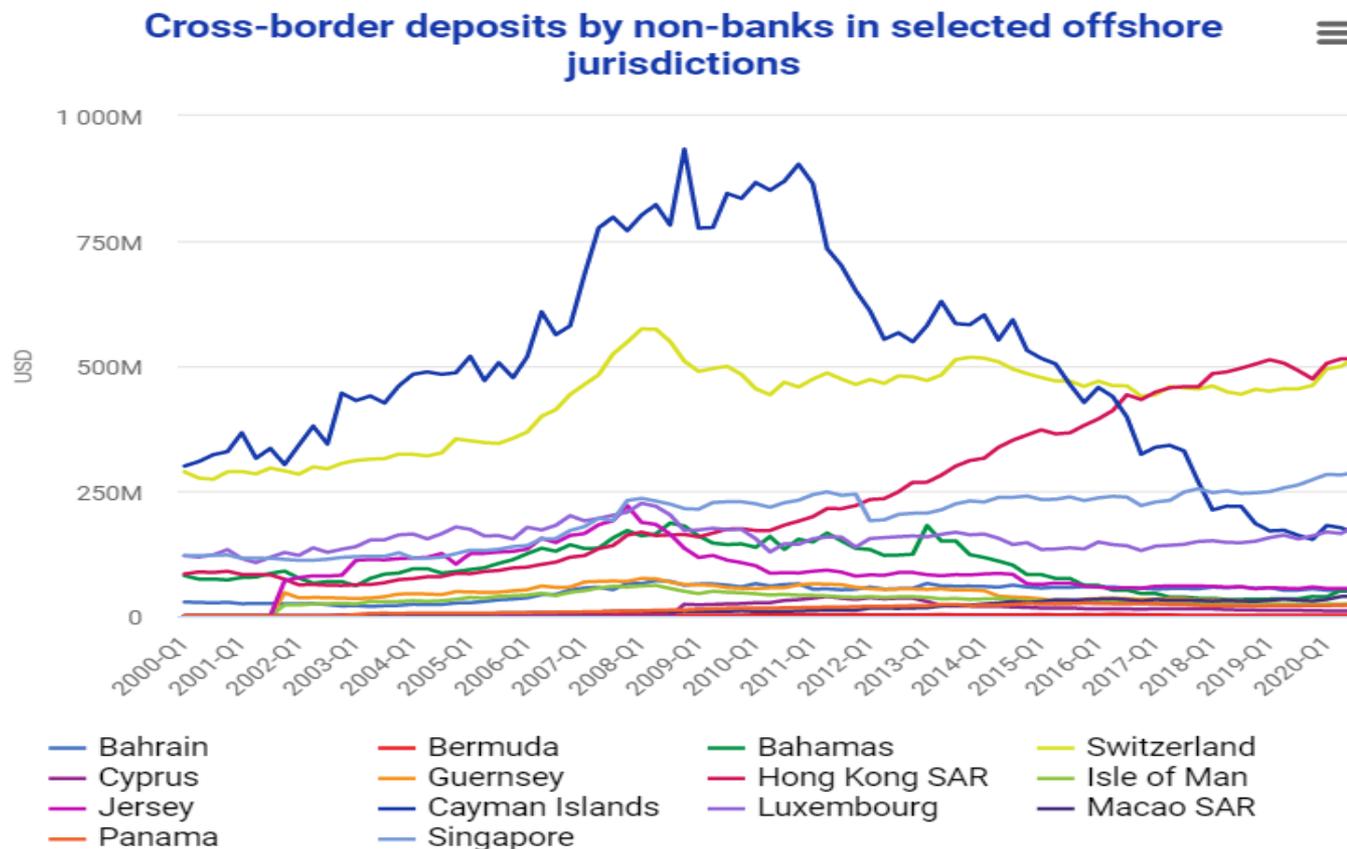
Reporting countries providing locational banking data*

Australia (1997)	Curacao (2010) ²	Isle of Man (2001)	Panama (2002)
Austria (1987)	Cyprus (2008)	Italy (1977)	Portugal (1997)
Bahamas ¹ (1983)	Denmark (1977)	Japan (1977)	Singapore (1983)
Bahrain (1983)	Finland (1983)	Jersey (2001)	South Africa(2009)
Belgium (1977)	France (1977)	Luxembourg (1977)	South Korea (2005)
Bermuda (2002)	Germany (1977)	Macao SAR (2006)	Spain (1983)
Brazil (2002)	Greece (2003)	Malaysia (2008)	Sweden (1977)
Canada (1977)	Guernsey (2001)	Mexico (2003)	Switzerland (1977)
Cayman Islands (1983)	Hong Kong SAR (1983)	Netherlands (1977)	Turkey (2000)
Chile (2002)	India (2001)	Netherlands Antilles (1983) ³	United Kingdom (1977)
Chinese Taipei (2000)	Ireland (1977)	Norway (1983)	United States (1977)

¹ Reports semi-annual data only. ² Does not report locational by nationality statistics. ³ No longer exists from Q4 2010. Replaced by reporting from Curacao.



3. BRI - Statistiques bancaires locales

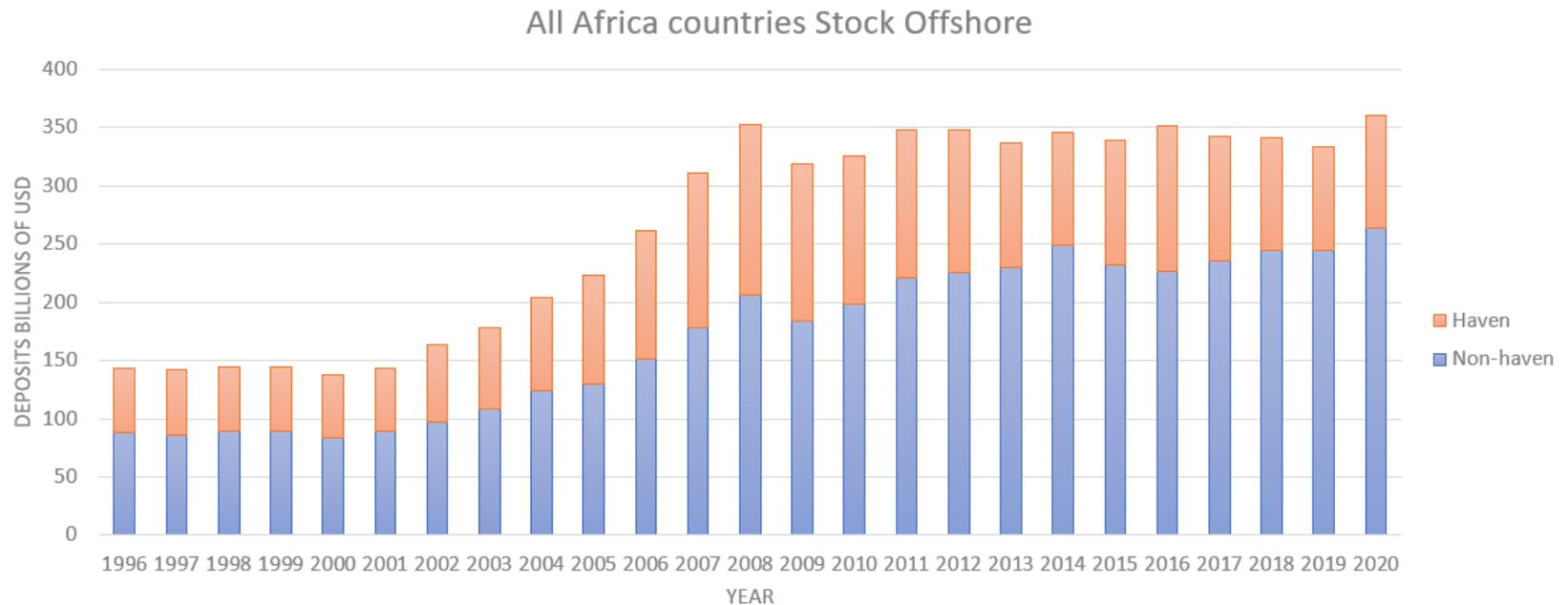


Note: The figure represents deposits held by non-residents in each jurisdiction. Non-banks comprise companies and private households. The share of private households in deposit ownership is not published and therefore frequently estimated based on other data. Find the link to the original data and more explanatory notes below. Source: Bank for international settlements (2021).



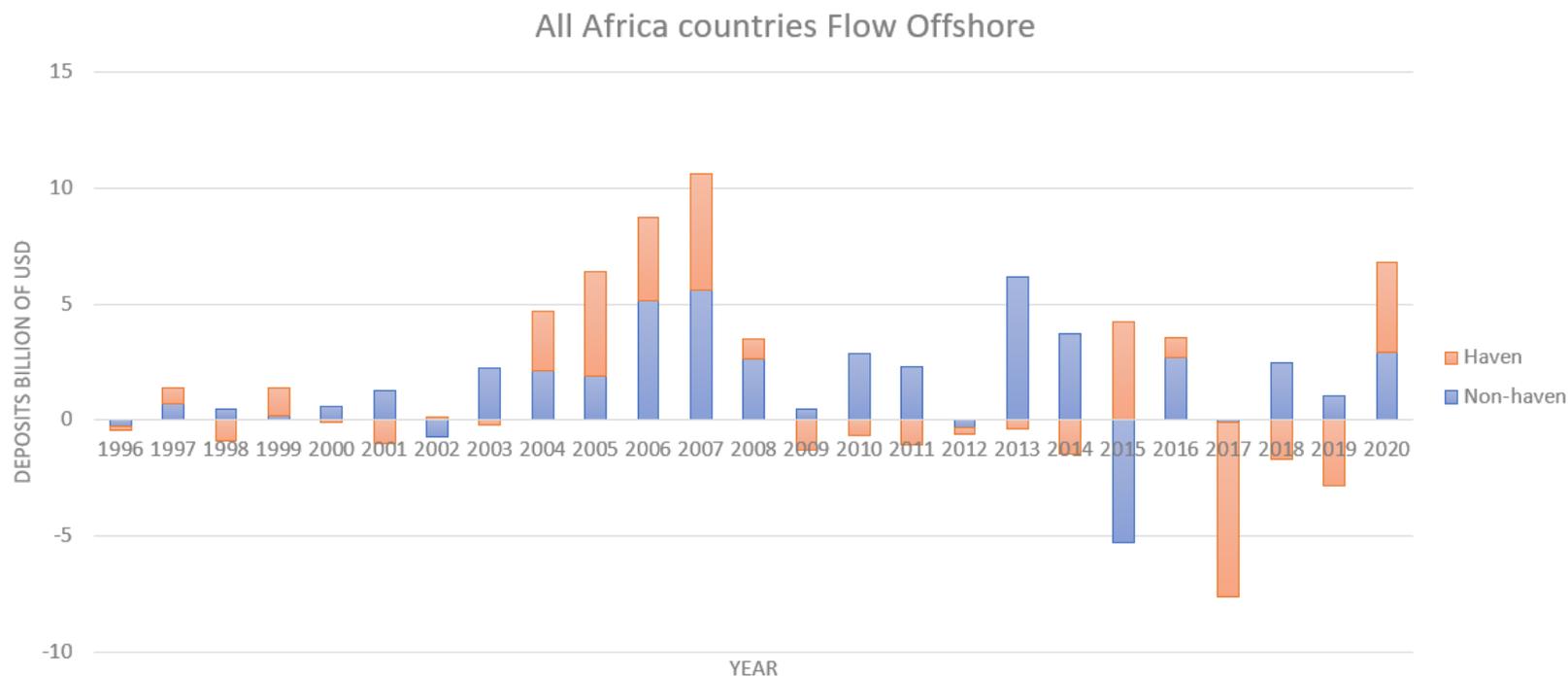
4. Exemple : Afrique et pays pilotes

Stock Offshore Deposits by all African countries



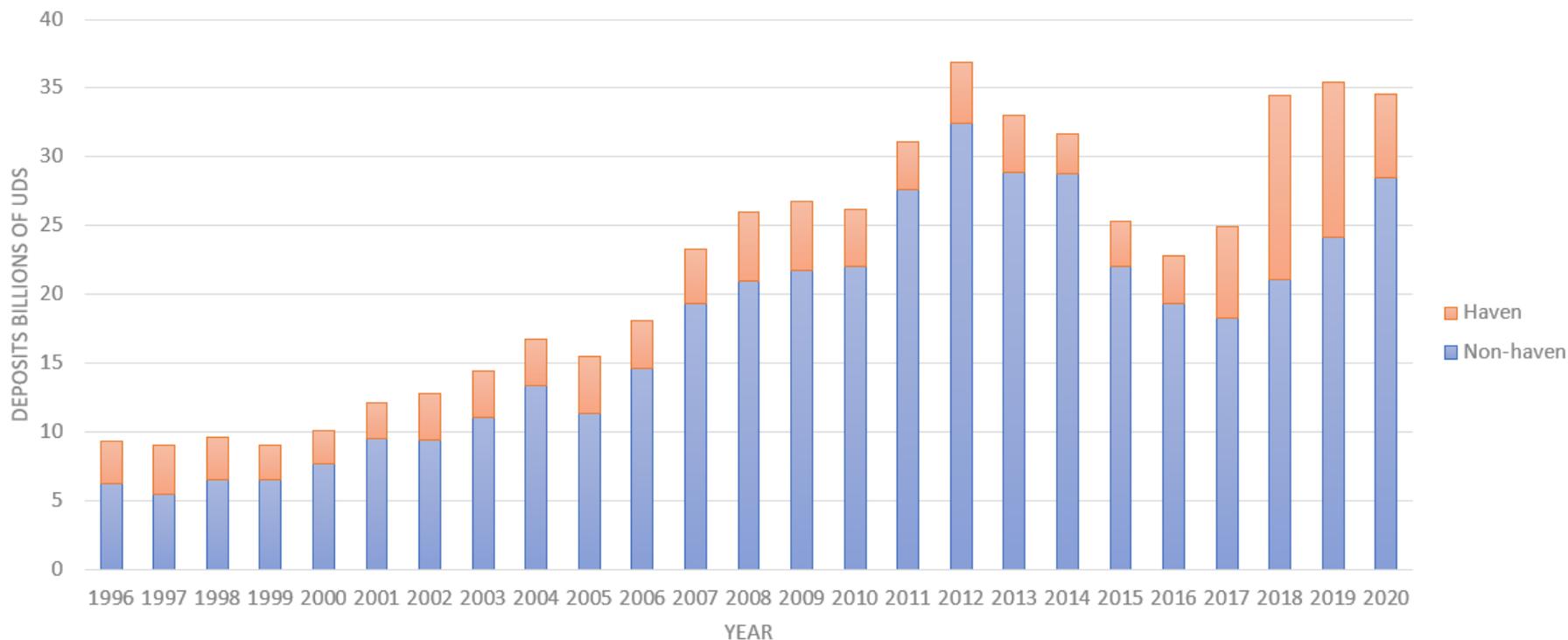
4. Exemple : Afrique et pays pilotes

Flow Offshore Deposits by all African countries



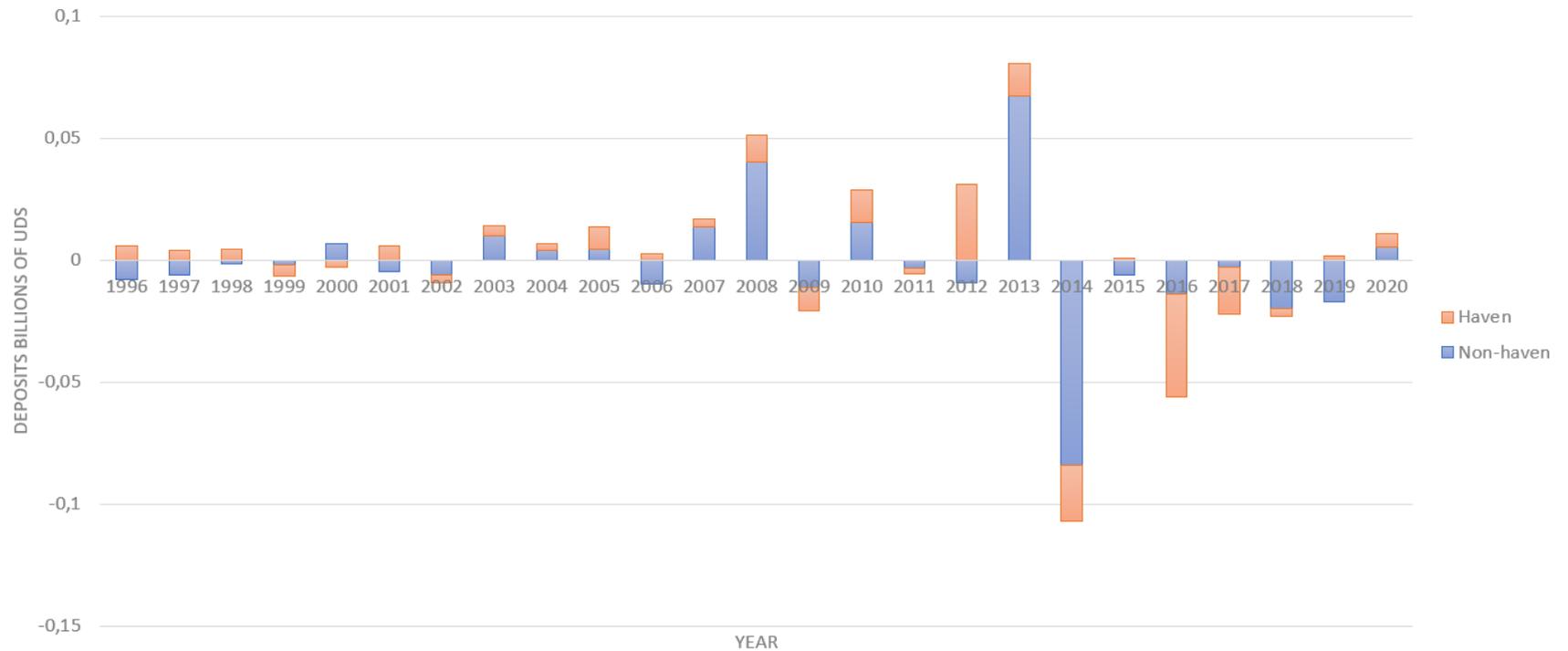
4. Exemple : Afrique et pays pilotes

Stock Offshore Deposits by Nigeria over time



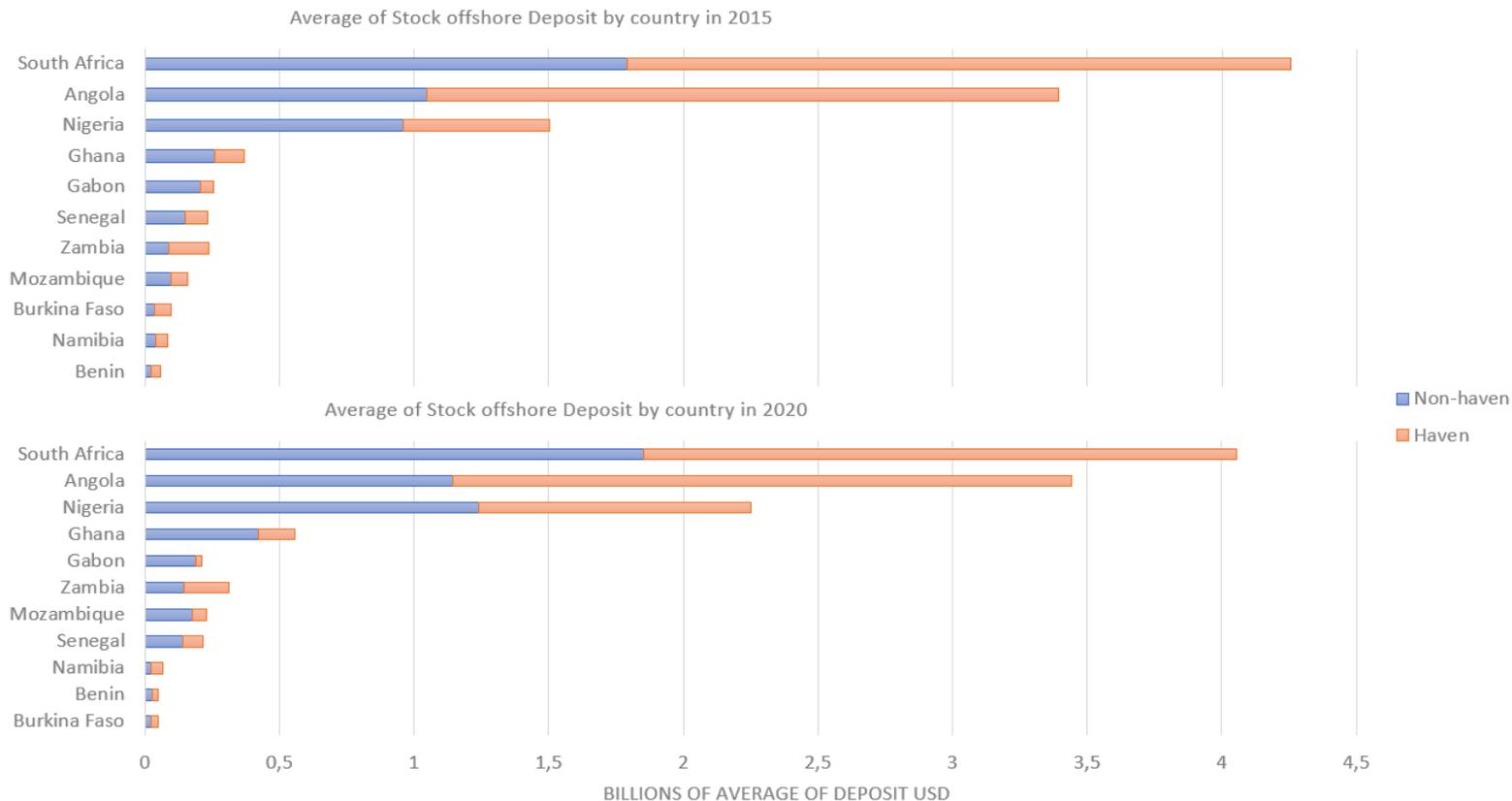
4. Exemple : Afrique et pays pilotes

Flow Offshore Sum of Deposits by Nigeria over time



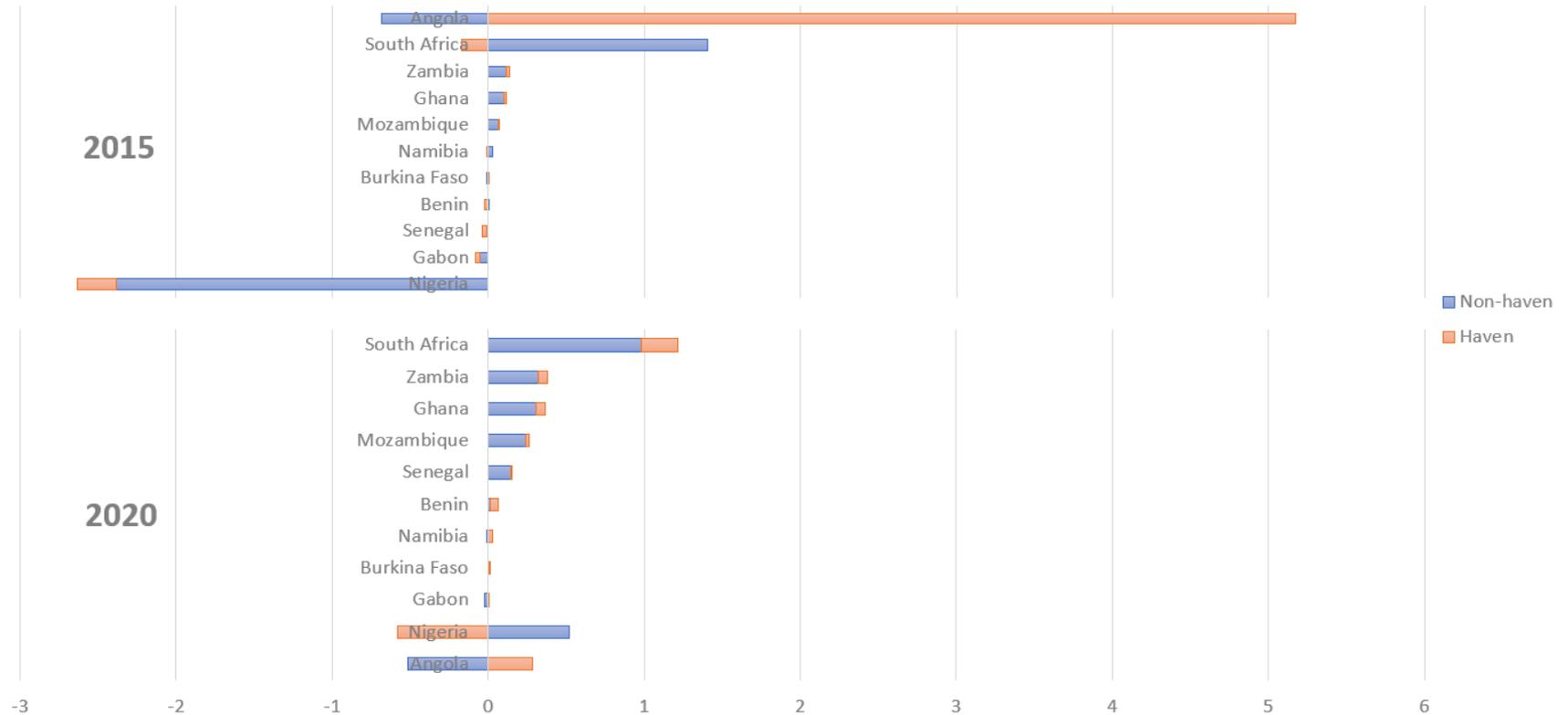
4. Exemple : Afrique et pays pilotes

11 countries – Stock offshore Deposit in 2015 and 2020



4. Exemple : Afrique et pays pilotes

11 countries – Flow offshore Deposit in 2015 and 2020



4. Exemple : Afrique et pays pilotes

Stock Offshore - Percentage of GDP

%	2015	2020
Angola	1.15	2.37
Benin	0.24	0.16
Burkina Faso	0.37	0.14
Gabon	1.19	0.98
Ghana	0.46	0.52
Mozambique	0.56	1.03
Namibia	0.37	0.27
Nigeria	0.18	0.28
Senegal	0.75	0.51
South Africa	0.61	0.64
Zambia	0.49	0.81

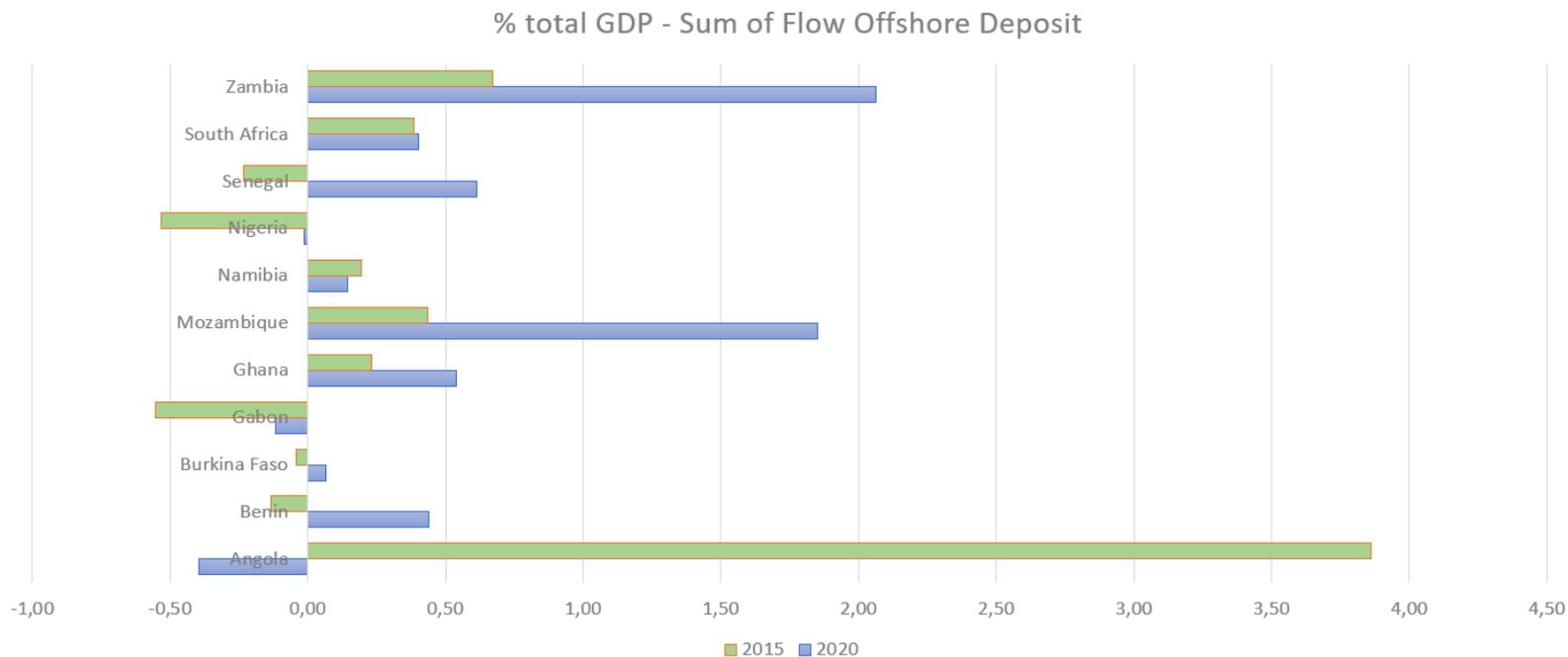
Percentage of Stock Offshore comparing with GDP of the year

$$Value = \frac{\text{Total offshore of the year}}{\text{GDP of the year}} * 100$$



4. Exemple : Afrique et pays pilotes

Percentage of total GDP



5. Comment relier le patrimoine offshore aux FFI ?

- Le patrimoine offshore **ne peut être assimilé à une évvasion fiscale**. Il existe des raisons légitimes de conserver des dépôts sur des comptes étrangers, comme une assurance contre l'instabilité politique ou économique..
- Comme pour la méthode de l'écart commercial, **l'activité générant les FFI ne peut pas être identifiée**.
 - Cela peut aller de l'évasion fiscale aux produits du crime ou de la corruption.
- **Les fuites de données** peuvent être utilisées comme un **outil d'investigation** pour identifier des individus et des sociétés spécifiques ayant d'importants avoirs à l'étranger, puis les comparer avec les données nationales,



5. Comment relier le patrimoine offshore aux FFI ?

Comment fonctionne l'évasion fiscale?

- Société-écran ou de façade.
- Fausses factures.
- Comptes offshore.
- Dissocier la propriété légale et la propriété effective.



5. Comment relier le patrimoine offshore aux FFI ?

#5

Transfer of wealth to evade taxes by individuals: Flows of undeclared offshore assets indicator

- Calculation

$$\phi_i = \sum_j \beta_{j,i} - \alpha_i$$

ϕ_i ... undeclared assets of citizens of country i

$\beta_{j,i}$... the sum of assets of citizens of country i reported as being held in country j

α_i ... the sum of assets declared by citizens of country i as being held in other countries $j=1, \dots, n$, where $j \neq i$



6. Conclusion et recommandation politique

- Les flux patrimoine offshore sont **importants et en augmentation**.
- **Que font les centres offshore?** Un grand nombre sont des activités légales et légitimes :
 - Fonds d'investissement (Luxembourg, Irlande ...)
 - Système bancaire parallèle(Caïman...)
 - Cash management (USA- Caïman ...)
 - Gestion du patrimoine personnel (Suisse, Singapour ...)
- Certains centres, institutions et instruments offshore facilitent l'évasion fiscale des personnes fortunées.
- La fuite des capitaux a un **impact négatif** sur le développement socio-économique national, **même si elle n'est pas toujours illégale**

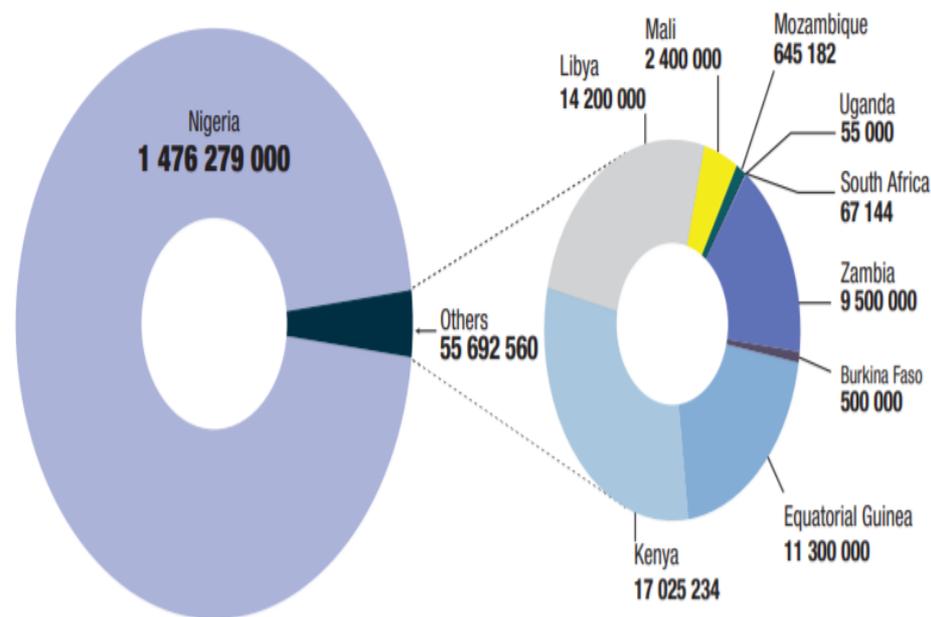


6. Conclusion et recommandation politique

- De nouveaux outils juridiques, tels que **les ordonnances relatives à la fortune inexplicée** introduites au Royaume-Uni permettent de confisquer des biens sans avoir à prouver la criminalité, **en renversant la charge de la preuve.**
- **Rejoindre** l'initiative de la Banque mondiale et de l'ONUDC sur le recouvrement des avoirs volés (StAR).

Returned stolen assets, by country

(Sum in dollars)



Source: UNCTAD calculations based on the database of StAR.



Annexe : Sources des données

Aperçu des sources de données : Observatoire de l'EU Taxry

1. Banque des règlements internationaux (BRI) - Statistiques bancaires locales
 - Les données peuvent être consultées sur le site web de la BRI, à l'adresse suivante [lien](#). Il peut être téléchargé ou visualisé par le biais d'un explorateur de statistiques en ligne..
 - Études récentes: Langenmayr & Zyska 2021 ([En savoir plus](#)); Ahrens et al. 2020 ([En savoir plus](#)); Balakina et al. 2016 ([En savoir plus](#))

2. FMI - Position extérieure globale (IIP) et Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (CPIS)
 - Le site web du FMI donne accès aux données de l'IIP [ici](#) et les données du CPIS [ici](#).
 - Études récentes: Zucman 2013 ([article initial](#)); de Simone et al. 2019 ([En savoir plus](#)); Pellegrini et al. 2016 ([En savoir plus](#)); Vellutini et al. 2019 ([En savoir plus](#))



Annexe : Sources des données

3. Banque nationale suisse (BNS) - Statistiques bancaires
 - Les statistiques bancaires mensuelles de la BNS sont accessibles via ce [lien](#). Les ensembles de données des statistiques annuelles sont disponibles [ici](#).
 - Études récentes : Zucman 2013 ([article initial](#)); Alstadsæter et al. 2018 ([En savoir plus](#))

4. Fuites de données (Pandora, Paradise, Panama papers et Swiss leaks))
 - La base de données sur les fuites offshore est accessible à partir de ce [lien](#).
 - Le site web traitant du Swiss Leaks est accessible en suivant ce [lien](#).
 - Études récentes : Les liens de propriété avec les paradis fiscaux des personnes politiquement exposées. Les données fuitées ont également été utilisées dans le cadre de recherches universitaires, par exemple par Caruana-Galizia & Caruana-Galizia 2016 ([voir l'article source](#)), Alstadsæter et al. 2018 ([En savoir plus](#)), and Alstadsæter et al. 2019 ([En savoir plus](#)).



Annexe : Sources des données

5. Données administratives

- **Données d'audit :** Données d'audit : Les administrations nationales peuvent effectuer divers audits pour vérifier la situation des contribuables individuels et estimer l'ampleur des pratiques abusives..
 - Études récentes: Guyton et al. 2021 avec des données des États-Unis. ([En savoir plus](#)); Alstadsæter et al. 2019 avec des données du Danemark ([En savoir plus](#)); Hebous et al. 2020 avec des données de la Norvège ([voir l'article source](#)); Leenders et al. 2021 avec des données des Pays-Bas ([En savoir plus](#)); Durán-Cabré et al. 2019 avec des données de la Catalogne ([voir l'article source](#))
- **Données de divulgation volontaire:** Permet de dissuader l'évasion fiscale, de collecter des données et de mieux comprendre le mécanisme de l'impôt.
 - Études récentes : Pellegrini et al. 2016 avec des données de l'Italie ([En savoir plus](#)); Johannesen et al. 2020 avec des données des États-Unis. ([voir l'article source](#)); Guyton et al. 2021 avec des données des États-Unis. ([En savoir plus](#)); Andersson et al. 2019 avec des données de la Norvège ([voir l'article source](#)); Leenders et al. 2021 avec des données des Pays-Bas ([En savoir plus](#))



MERCI

UNCTAD
PROSPERITY FOR ALL

www.unctad.org



UNITED NATIONS
UNCTAD